



Origine
Diversité
Territoires



FORUM ORIGINE, DIVERSITÉ ET TERRITOIRES 2023

DYNAMIQUES TERRITORIALES DE RÉSILIENCE EN ZONE RURALE, PARTICULIEREMENT EN MONTAGNE

APPEL À CONTRIBUTIONS

Les organisateurs du Forum Origine, Diversité et Territoires invitent les chercheurs, experts, étudiants et professionnels à partager leurs expériences, recherches ou les résultats d'expériences participatives dans les territoires en soumettant leur contribution.

En parallèle à un événement sur place permettant la rencontre physique de certains participants, l'ensemble des conférences, contributions et visites sera entièrement retransmis en visioconférence sur le site internet du Forum pour tous les participants qui ne seront pas sur le site de l'Institut Agricole Méditerranéen de Chania, en Crète.

L'événement virtuel et l'événement physique seront simultanés et disponibles en 3 langues (français, anglais et espagnol).

**SI VOUS ÊTES INTÉRESSÉ.E.S A SOUMETTRE VOTRE
CONTRIBUTION, VEUILLEZ SUIVRE LE LIEN SUIVANT**

Inscription/Contributions

[Lien site internet](#)

Délai de soumission : 10 septembre 2023

THÈME

DYNAMIQUES TERRITORIALES DE RÉSILIENCE EN ZONE RURALE, PARTICULIEREMENT EN MONTAGNE

Lien sur la note de concept : <https://origin-for-sustainability.org/en/page-daccueil-en/calendar-events-2023/forum-origin-diversity-and-territories-2023/>

LIEU

CHANIA, CRÈTE

CIHEAM - MEDITERRANEAN AGRONOMIC INSTITUTE OF CHANIA

Le Forum « Origine, Diversité et Territoires » (www.origin-for-sustainability.org) est une plateforme internationale sur les interactions entre les diversités culturelles et biologiques et la valorisation territoriale durable des produits et services dont la qualité est liée à l'origine.

L'objectif du Forum est de faciliter les échanges d'expériences et de connaissances entre un large éventail d'acteurs internationaux, tous engagés dans de nouvelles façons de penser et de faire du développement, où l'identité, l'origine, la qualité et les diversités locales sont considérés en tant que catalyseurs de dynamiques inclusives de développement local et territorial.

Déroulement prévisionnel

Mardi 21 Novembre	Mercredi 22 novembre	Jeudi 23 novembre
Matin		
Visites en parallèle par atelier	Visites en parallèle par atelier	Conférence et présentation du livre de MountMed + Conférence avec les autorités locales
Après-midi		
Travail en ateliers parallèles (2 sessions x 1h30)	Travail en ateliers parallèles (2 sessions x 1h30)	Plénière de clôture avec restitution du travail des ateliers

ATELIER 1

ACCOMPAGNER LES INITIATIVES LOCALES : LA PLACE ET LE POIDS DES ACTIONS PUBLIQUES ?

Coordinateurs : François Casabianca (INRAE, France), Thomas Dax (BAB, Autriche), Armelle Mazé (INRAE, France), Cassiano Luminati (Polo Poschiavo, Suisse), Laurent Rieutort (Université Clermont-Auvergne, France), Emilia Schmitt (Université de Cordoba, Espagne), Florence Tartanac (FAO), Marco Trentin (origin for Sustainability, Suisse)

CADRE ET OBJECTIFS

Les politiques publiques participent à la création d'un ordre social et politique, à la direction de la société, à la régulation des tensions, à l'intégration des groupes et à la résolution des conflits (Lascoumes & Le Galès, 2018). Elles expriment, par leur évolution, les transformations de modèles politiques démocratiques, mais aussi les verrouillages de la régulation politique lorsqu'elles font face à des résistances et manipulations par des acteurs économiques et sociaux. Elles sont supposées établir les conditions d'émergence d'actions publiques portées par des acteurs des territoires.

Ce qui fait l'intérêt de parler d'action publique aujourd'hui, c'est la mobilisation d'un prisme intéressant de dépassement d'un modèle de gouvernement centralisé menant à des actions sectorielles. Ainsi les actions publiques s'inscrivent dans un cadre régi par une série de politiques publiques et prennent nécessairement en considération un ensemble d'interactions qui agissent sur plusieurs niveaux. Ces interactions sont issues d'un changement d'échelle spatiale, tant vers le global que vers le local, mais aussi transversalement entre ces deux niveaux, et également par une mobilisation accentuée d'acteurs, de sources d'expertise et de lieux de discussion. L'articulation de réseaux d'acteurs et d'échelles spatiales appuie l'approche systémique de l'action publique, sans renoncer à considérer les conjonctures et dynamiques spécifiques aux territoires. Ainsi, la capacité d'action des acteurs d'un territoire et le potentiel de changement vers des dynamiques de transition est de nature très différente en fonction de la localisation géographique, de la sensibilité écologique, de la taille, des spécialisations productives et de la densité (urbain/rural/péri-urbain), etc.

Les politiques publiques sont conçues pour encadrer des secteurs d'activité ou des enjeux généraux, alors que les initiatives vont être confrontées simultanément à plusieurs d'entre elles. Par exemple, une activité de transformation agro-alimentaire qui se crée dans une localité devra faire face aux normes et règlements (émis par la région, l'état, la confédération d'états) concernant aussi bien les aspects environnementaux, énergétiques, de formation et de rémunération des personnels, de transport, d'étiquetage des produits que les réglementations sanitaires. Si elle prolonge une activité agricole locale, elle sera confrontée aux politiques agricoles pour assurer sa fourniture en matières premières, avec les enjeux du foncier, d'orientation agricole et d'établissement des prix. De plus, une initiative de cette nature va devoir se positionner par rapport aux autres opérateurs de la zone (petits territoires qui peuvent comprendre des communes, des districts, des régions) qui font déjà cette activité pour dépasser les relations de concurrence (sur les fournisseurs aussi bien que sur les productions finales et sur les marchés) et aller vers des coopérations cruciales pour sa réussite, par exemple pour construire des certifications collectives.

Des actions publiques vont réunir des acteurs privés et des financements publics tournés vers la résolution de ces problèmes concrets des opérateurs locaux. Elles sont vite confrontées à la question

de comment surmonter cette multiplicité de normes et d'échelles d'action induites par la fragmentation des politiques publiques et par la géographie des lieux ?

Cet atelier se propose de mettre en discussion des expériences et des travaux qui témoignent de la manière dont les territoires appréhendent et formalisent l'action publique, mais aussi de mieux comprendre les enjeux de gouvernance dans cette multiplicité d'expériences et de démarches. Pour ce faire, nous suggérons d'aborder cet ensemble de questions sous quatre angles : (i) Gouvernance multiniveaux (ii) Coopération et échange intersectoriels (iii) Réseaux interacteurs et inter-territoires, quels outils mobiliser ? (iv) Compétences et outils d'accompagnement.

STRUCTURE ET MÉTHODES

Session 1 - Gouvernance Multiniveau

Modération : A. Mazé (INRAE, France) & F. Tartanac (FAO)

Quelles sont les différents niveaux de gouvernance ? A quel niveau de gouvernance des actions publiques peuvent-elles s'inscrire ? Comment les politiques publiques fragmentées pour des raisons de ciblage et d'efficacité peuvent-elles obtenir des éléments traduisibles et mobilisables à l'échelle territoriale ? De quelle manière l'environnement (socioéconomique, politique, naturel) joue un rôle dans la structuration de l'action publique ? Quelles sont les conditions qui stimulent et favorisent les initiatives locales ?

Session 2 - Coopération et échange intersectoriels

Modération : F. Casabianca (INRAE, France) & L. Rieurtort (Université Clermont-Auvergne, France)

Comment articuler des politiques sectorielles à l'échelle des territoires ? Comment les acteurs ajustent les politiques publiques pour les adapter à un contexte localisé ? Comment développer une action publique intersectorielle et portée par de nombreuses disciplines ?

Session 3 - Réseaux interacteurs et inter-territoires, quels outils mobiliser ?

Modération: C. Luminati (Polo Poschiavo, Suisse) & M. Trentin (Origin for Sustainability)

Dans quelle manière le spectre de l'action définit l'échelle du réseau et vice-versa ? Quels récits avons-nous sur les politiques dans les territoires (et territoires de montagne) ? Comment les acteurs locaux perçoivent-ils les opportunités de changement ? Quid de l'échelle du réseau ?

Session 4 - Compétences et outils d'accompagnement

Modération : E. Schmitt (Université de Cordoba, Espagne) & T. Dax (BAB, Autriche)

Quelles compétences les acteurs territoriaux doivent-ils acquérir pour accompagner les porteu.se.r.s d'initiative ? Comment aider et accompagner les acteurs locaux à faire face à des politiques et contraintes diverses pour concevoir et mettre en œuvre une initiative effective ? Quels sont les talents et compétences nécessaires pour une transition durable et équitable des régions périphériques comme les montagnes, dans un cadre de gouvernance multi-niveau et un contexte spécifique ? Comment former et/ou attirer les talents aux positions clés et les maintenir dans les régions ? Comment utiliser les outils informatiques et le digital comme support et facilitateur et non comme barrière ou facteur uniformisant ? Quels sont les outils d'accompagnement résilients face aux crises et changements de cap (politique, sanitaire, etc). Exercice de « traduction » - comment ériger des « ponts » et modes de médiation entre différents niveaux.

Atelier 2

SYSTÈMES ALIMENTAIRES TERRITORIAUX, ENTRE AUTONOMIE ET SPÉCIALISATION

Coordinateurs : Guillen Calvo (Diversité et Développement, France), Marcelo Champredonde (INTA, Argentine), Frederic Wallet (INRAE, France), Claire Cerdan (CIRAD, France), Claire Bernard-Mongin (CIRAD, France), Isabella Maglietti Smith (Origin for Sustainability)

CADRE ET OBJECTIFS

Les systèmes alimentaires territoriaux sont confrontés à de nombreux défis, notamment dans les régions insulaires et montagneuses. Et dans certains territoires les exigences imposées par le secteur du tourisme aggravent les problèmes d'autonomie alimentaire et de durabilité environnementale de la population locale, en raison des saisons et des cultures alimentaires qui ne correspondent pas aux spécificités du territoire.

Produire de la nourriture de qualité pour la population locale tout en répondant aux demandes et préférences alimentaires des touristes peut créer aussi bien des tensions que des innovations, des nouvelles opportunités comme un ensemble de risques au niveau social, environnemental et culturel.

La gouvernance des territoires concernés est ainsi interrogée, car les territoires sont amenés à naviguer ou à piloter, si elle le permet, les tensions qu'impliquent nécessairement la conciliation de la souveraineté alimentaire et de l'activité touristique.

Pour instaurer une autonomie individuelle cohérente avec une santé globale des différentes formes de vie sur un territoire, une approche territoriale est nécessaire. Comme le précisait déjà l'évaluation des écosystèmes du millénaire (Millennium Ecosystem Assessment, 2002) puis un ensemble d'études (IAASTD, 2009 ; IPBES, Rimisp, 2008) le modèle de la mosaïque d'adaptation, qui allie des approches proactives en faveur de la conservation dynamique des ressources naturelles et une forte sensibilité aux contextes socio-culturels au niveau local, permet de répondre efficacement à un ensemble de grands enjeux (changement climatique, biodiversité, justice sociale, etc.) que sont amenés à traverser les systèmes alimentaires dans tous les territoires.

Cependant, pour que des approches territoriales réellement transformatrices, aussi bien au niveau collectif qu'individuel puissent opérer et perdurer, il faut non seulement être en mesure de réunir un ensemble de conditions telles que la gouvernance, les formes de concertation, l'adaptation et l'action collective mais aussi reconnaître leur contingence historique. Par conséquent, l'intelligence territoriale appliquée aux systèmes alimentaires doit se réinventer et s'adapter en permanence. Ces dynamiques changeantes sont très marquées dans les « territoires contraints » en particulier dans les régions montagneuses ou les territoires insulaires.

Les effets du changement climatique sont aujourd'hui indéniables, et il est crucial d'explorer des stratégies d'atténuation et d'adaptation dans les systèmes alimentaires et de le faire dans une perspective suffisamment intégrée pour qu'elle incorpore des questions liées à une santé globale (One health). Les pratiques circulaires dans ces systèmes peuvent aider à atténuer les impacts négatifs du changement climatique. De plus, il est essentiel de réfléchir aux pratiques agricoles en harmonie avec l'écosystème. Il est donc nécessaire d'établir une production alimentaire locale suffisante et biodiverse (végétale, animale et microbiologique) pour réduire la dépendance aux produits importés. Cependant, cela nécessite un équilibre entre la spécialisation et l'autonomie, qui peut être atteint en mobilisant

des ressources écologiques et l'intelligence collective des acteurs locaux. Deux biens communs fortement menacés dans le contexte actuel de nos sociétés modernes.

Aux quatre coins du monde, des communautés montrent que cela est possible, que les contradictions sont surmontables, qu'une approche qui allie souveraineté alimentaire, développement économique et santé globale est possible. Cela suppose généralement de mobiliser un ensemble de savoirs, connaissances et pratiques qui dialoguent continuellement avec le patrimoine bio-culturel des territoires. En organisant ce forum sur l'île de Crête, nous interrogerons bien évidemment ce que le régime alimentaire méditerranéen a à nous montrer sur ces équilibres mais aussi toutes les contradictions qui traversent nécessairement ce type de modes de vies et d'alimentation.

Cet atelier analysera les synergies et les contraintes liées au développement du tourisme et à son impact sur la diversité (ou la simplification) des systèmes alimentaires. Les connaissances locales autour de la relation des hommes avec l'ensemble des formes du vivant jouent un rôle vital dans ce contexte. Il est donc essentiel de veiller à ce que notre soi-disant « modernité » n'érode pas l'autonomie et les capacités d'adaptation des communautés locales.

Cultiver et protéger la biodiversité à toutes les échelles tout en encourageant les synergies entre les activités productives au niveau local est fondamental pour l'équilibre dynamique des systèmes alimentaires. Cet équilibre entre autonomie et spécialisation ne peut être atteint sans tenir compte du paradigme agroécologique et des relations entre alimentation et santé.

Enfin la recherche de complémentarités entre les zones urbaines et rurales est un facteur clé pour promouvoir des modes de vie durables à condition d'intégrer les risques d'exclusion sociale liés aux nouvelles demandes des consommateurs et ce qu'elles impliquent de distorsion au niveau des prix pratiqués localement. Les modes de vie sont aujourd'hui en pleine mutation et ceux-ci sont accélérés sous les effets des transitions écologiques, énergétiques et sociales des territoires. Les zones urbaines exercent de plus en plus de pressions sur les espaces ruraux mais peuvent aussi constituer des remarquables laboratoires d'initiatives citoyennes et d'innovations dont peuvent bénéficier les systèmes alimentaires dans leur recherche de durabilité.

En résumé, que ce soit pour les systèmes alimentaires ou plus généralement pour les territoires tout se résume à savoir naviguer les contradictions, les risques et les opportunités que nous présente un monde qui change plus rapidement que jamais.

STRUCTURE ET MÉTHODES

L'atelier propose d'explorer ces questions au travers de 4 sessions. Chacune d'entre elles permettra la présentation de trois communications, qui reposeront essentiellement sur la présentation puis l'analyse d'un ou plusieurs cas d'études. L'échange sera ensuite organisé sur la base de questions transversales à chacun des ateliers. Il privilégiera les échanges avec les autres participants.

Questions de l'atelier :

- Comment atteindre et reconstruire des équilibres entre l'autonomie et la spécialisation des systèmes alimentaires ?
- Quels sont les principaux défis pour garantir la durabilité environnementale des systèmes alimentaires dans les régions montagneuses ou les territoires insulaires ?
- Comment pouvons-nous préserver la diversité dans les systèmes alimentaires tout en répondant aux exigences de secteurs comme le tourisme ?
- Qu'est-ce que les approches de santé globale (one health) au niveau des territoires ont à apporter à la construction de systèmes alimentaires plus résilients et diversifiés ?

- Comment faire dialoguer les innovations entrepreneuriales autour des systèmes alimentaires avec l'autonomie des communautés locales et la conservation dynamique des savoirs locaux ?
- Quelles synergies entre processus d'autonomisation alimentaire, transition agroécologique et préservation de la diversité des systèmes alimentaires locaux ?

Session 1 - Approches territoriales des systèmes alimentaires dans une perspective de santé globale

Modération : G. Calvo (Diversité et Développement, France) & M. Duru (expert, France)

Session 2 - Stratégies d'atténuation et d'adaptation dans les systèmes alimentaires

Modération : M. Champredonde (INTA, Argentine)

Session 3 - Diversité dans les systèmes alimentaires

Modération : F. Wallet (INRAE, France)

Session 4 - Dynamiques urbaines-rurales dans les systèmes alimentaires territoriaux

Modération : C. Cerdan (CIRAD, France)

ATELIER 3

TERRITOIRES RURAUX ET DE MONTAGNE EN TRANSITION

Coordinateurs : Pierre-Antoine Landel (Université Grenoble Alpes, France), Dimitris Goussios (Université de Thessalie, Grèce) ; Laurent Rieutort (Université Clermont-Auvergne, France), Sylvie Lardon (INRAE, France), Theodosia Anthopolou (Université Panteion, Grèce)

CADRE ET OBJECTIFS

La mondialisation a inscrit les territoires ruraux dans des trajectoires conditionnées par la nature et l'intensité des mobilités. L'espace rural est devenu une « mosaïque mouvante » : on y trouve des périphéries proches des centres, d'autres plus lointaines mais toujours sous leur contrôle. Certaines marges restent isolées et dépréciées, pendant que d'autres se révèlent productives et innovantes. Cette diversité amène à parler de ruralités soumises à différentes logiques. Leur positionnement est resté longtemps marqué par une lecture des handicaps, au regard d'espaces métropolitains. Pour leur permettre de s'adapter aux conséquences de l'ouverture des marchés, ces territoires ruraux ont été invités à développer des logiques endogènes. La culture du projet de territoire s'y est installée en quête permanente d'identité, d'homogénéité et de valorisation de spécificités.

Aujourd'hui, la multiplication et l'aggravation des crises remettent en cause ces équilibres et placent les territoires ruraux face aux défis des transitions. Ce sont d'autres logiques qui émergent. Il s'agit de passer d'une politique de compensation des handicaps à des politiques de transformation, au niveau écologique et énergétique. A la place du « projet de territoire », le « projet de réseaux » vise à connecter des ressources pour amplifier leur intérêt. A la place de l'autonomie endogène, l'autonomie capacitatrice a pour ambition de savoir-faire par soi-même, parmi les autres. Ces questions ne sont pas propres aux ruralités. Toutefois, les faibles densités associées à la proximité des ressources naturelles en font, dans certaines situations, des espaces d'apprentissage, des « territoires apprenants » face aux transitions à venir.

L'atelier a pour ambition d'interroger les trajectoires des territoires ruraux face à ces transitions. Une controverse tend à opposer les tenants des collectivités territoriales, qui auraient capacité à impulser puis mettre en œuvre des politiques locales adaptées, à ceux pour qui seules des initiatives collectives et localisées pourraient innover et assurer les conditions d'une véritable transition. Nous faisons l'hypothèse que la capacité à transformer la trajectoire des territoires se situe dans la qualité des relations entre les porteurs de ces innovations et les collectivités territoriales. Loin de la posture de la récupération de l'innovation par les pouvoirs locaux, il s'agit de penser les conditions d'une hybridation, qui passe par le développement de réseaux ou d'opérateurs ayant capacité à diffuser de nouvelles valeurs et principes d'action. Dans ce cadre, la montagne méditerranéenne dispose d'une expérience significative sur la complémentarité des ressources et leur mise en réseau. Elle constitue un terrain privilégié pour étudier ces processus d'hybridation innovants et porteurs d'enseignement.

STRUCTURE ET MÉTHODES

L'atelier propose d'explorer ces hybridations au travers de 5 sessions. Chacune d'entre elles permettra la présentation de 3 communications, qui reposeront essentiellement sur la présentation puis l'analyse d'un ou plusieurs cas d'études. L'échange sera ensuite organisé sur la base de questions transversales à chacun des ateliers. Il privilégiera les échanges avec les autres participants.

Attentes communes aux différents ateliers

Les communications s'attacheront à explorer de façon privilégiée les thématiques proposées dans les ateliers. Elles reposent sur l'observation d'un ou plusieurs territoires ruraux ou de montagne, voire à les élargir à des relations qu'ils peuvent développer avec des territoires urbains ou métropolitains. Elles s'attacheront à décrire les trajectoires des territoires, à comprendre les transitions auxquelles elles doivent faire face, à identifier les innovations qui s'y développent, les acteurs impliqués et leurs modes d'organisation, ainsi que les actions mises en œuvre pour les accompagner.

Session 1 : Diversité des territoires ruraux et trajectoires de transition

Modération : S. Lardon (INRAE, France) et L. Rieutort (Université Clermont-Auvergne, France)

La notion de trajectoire territoriale peut être appréhendée comme une succession de passages d'un état à l'autre, constitutif d'une transition. Face à la grande diversité et complexité des configurations territoriales, elle questionne des facteurs de crises, ruptures, bifurcations, réorientation, innovations, continuités, relances ou retours en arrière des dynamiques. L'atelier aura pour ambition de caractériser ces trajectoires de transition dans des territoires ruraux. Quelles crises ? Quelles ruptures possibles ? Quels changements de trajectoires ? Quelle inscription des bifurcations dans l'histoire longue du territoire ? Quels processus de mobilisation des patrimoines ? Quels changements de valeurs, normes et principes d'action ? Quelles transformations des relations avec d'autres échelles territoriales, plus particulièrement les espaces métropolitains ?

Session 2 : Innovations sociales et transformations des trajectoires territoriales

Modération : T. Anthopoulou (Université Panteion, Grèce) et P-A. Landel (Université Grenoble-Alpes, France)

Les territoires ruraux et de montagne sont souvent caractérisés par une multiplication d'innovations sociales, pour remplacer des services, répondre à de nouveaux besoins. Elles touchent à tous les secteurs de la vie locale et des services associés : se loger, travailler, se déplacer, se rencontrer, produire de l'énergie, etc. L'atelier s'attachera à analyser la nature et l'évolution des relations entre ces innovations sociales, bien souvent inscrites dans des lieux, et les actions d'autres acteurs des territoires, en particulier les institutions qui les gouvernent. Quels conflits ? Quels dispositifs de dialogue et de délibération ? Quels processus d'hybridation entre innovations sociales et collectivités territoriales ? Quelle capacité de ces innovations sociales à transformer la trajectoire des territoires ?

Session 3 : Intelligence collective et transitions territoriales

Modération : S. Lardon (INRAE) et L. Rieutort (Université Clermont-Auvergne)

La crise des modèles dominants génère de profondes incertitudes, au sein desquelles se multiplient des expérimentations, relevant souvent de processus de bricolage ouvrant au droit à l'essai et à l'erreur. Dans certaines conditions, les territoires participent à la construction de connaissances nouvelles et transmissibles issues de processus d'intermédiations entre différents types d'acteurs et organisations. L'atelier a pour but de comprendre comment ces connaissances se construisent, par combinaison entre des savoirs locaux, des connaissances exogènes et la capitalisation de l'action. Quels modes d'émergence des démarches collectives ? Quels processus d'apprentissage ? Quelles relations avec la recherche ? Quels modes de capitalisation et de diffusion des connaissances ?

Session 4 : Formes et fonctions des réseaux de la transition

Modération : D. Goussios (Université de Thessalie) et P-A. Landel (Université Grenoble Alpes)

L'observation des initiatives de transition amènent à constater la multiplication de réseaux associés, qu'ils soient internes ou externes aux territoires. Nous partons de l'hypothèse que la consolidation et la diffusion des valeurs et pratiques alternatives au sein des territoires passe par le tissage de liens entre porteurs de projets alternatifs et leur mise en réseau (incluant ou non d'autres acteurs territoriaux). L'atelier permettra d'appréhender la diversité de ces réseaux, mais aussi leur capacité à accompagner les transitions territoriales. Quelles conditions d'émergence de ces réseaux ? Quelles formes ? Quelles fonctions ? Quelles modes de gouvernance ? Quels modes d'évolution ?

Session 5 : La montagne méditerranéenne : une forme exemplaire de transition

Modération : J-C. Paoli (INRAE), D. Goussios (Université de Thessalie), T. Anthopoulou (Université Panteion)

Tout repositionnement de la montagne méditerranéenne dans les processus de transitions est guidé par sa capacité de mettre en valeur des opportunités. La montagne méditerranéenne est à la fois une zone de forte déprise mais aussi, une réserve de biodiversité et de traditions, rendant visibles des processus d'hybridation. Comment appréhender les différents étages et espaces écologiques de la montagne ? Les contrastes physiques, la fermeture des milieux et l'hétérogénéité de la montagne ne sont-elles pas autant d'opportunités pour valoriser et mettre en réseau des complémentarités d'usages et des catégories d'acteurs ? S'agit-il d'une nouvelle perspective pour des agro-élevages multifonctionnels au sein de la transition agroécologique ? En quoi l'importance des communs et d'une communauté d'originaires, attachée à l'héritage foncier, favorise des systèmes de gestion plus collectifs ?

ATELIER 4

LE POTENTIEL AGROÉCOLOGIQUE DES SYSTÈMES D'ÉLEVAGE, EN PARTICULIER DANS LE CADRE DE QUALIFICATIONS TERRITORIALES

Coordinateurs : Dominique Barjolle (Université de Lausanne, Suisse), Philippe Jeanneaux (Vet AgroSup, France), Alexandre Ickowicz (FAO), Anne Mottet (IFAD), Dario Lucantoni (FAO), François Pythoud (expert, Suisse), Fritz Schneider (expert, Suisse)

CADRE ET OBJECTIFS

Cet atelier propose de discuter le potentiel agroécologique des systèmes d'élevage, dans la perspective de développement durable (ODD) de l'Organisation des Nations-Unies (ONU), dont le Programme 2030 admet 5 dimensions essentielles : humanité (people), prospérité, planète, partenariats et paix. L'agroécologie, dont le cadre a été adopté par les Etats-membres de la FAO, met en place 10 éléments qui contribuent à plusieurs ODD : 2 "Faim Zéro", 12 "Consommation et Production responsables", 13 "Changement Climatique" ainsi que 14-15 "Vie aquatique et terrestre".

Dans l'atelier, l'objectif est de considérer dans son ensemble le potentiel de l'agroécologie des systèmes d'élevage au sens large, c'est-à-dire qui inclut au-delà des pratiques agricoles aussi une réflexion sur la relation avec l'environnement, et l'impact systémique des pratiques et des chaînes de valeur sur les agroécosystèmes et le système alimentaire. Les questions de consommation font partie de cette discussion.

La valeur de l'élevage dans les territoires pastoraux est démontrée par de nombreux travaux de recherche. En particulier, les études de cas au sein d'un réseau animé par la FAO permettent de faire mieux comprendre le rôle des élevages dans le système alimentaire local, et une approche est développée dans plusieurs parties du monde, dans une démarche participative qui permet de mettre au centre des discussions multi-acteurs les changements de pratiques pour établir des lignes directrices des élevages durables. Le rôle des troupeaux dans l'entretien des paysages, et la biodiversité végétale induite par le pâturage autant que le maintien de nombreuses races locales contribuent aux équilibres fragiles des espaces naturels, notamment de montagne. Les ruminants, tant qu'ils consomment l'herbe, valorisent des espaces à haute valeur paysagère et touristique, contribuent à fixer la population et attirer les voyageurs curieux des ressources patrimoniales de savoir-faire, de pratiques et de produits très typiques.

La FAO a récemment évalué l'apport nutritionnel de la consommation des produits animaux : les produits issus de l'élevage sont ancrés dans des habitudes locales de consommation. Des éléments nutritifs indispensables à la santé des populations sont exclusivement issus des produits animaux, telles que les graisses, les micro-organismes des laits crus qui contribuent à l'équilibre des microbiotes humains. Les aliments d'origine animale sont une part importante de la nutrition dans les contextes désertiques ou de montagne, peu adaptés à la culture des céréales et autres produits végétaux. Par ailleurs, ce rapport de la FAO met en garde contre les excès de la consommation de viande et a plaidé pour que les élevages réduisent leurs atteintes à l'environnement, en raison entre autres des émissions de gaz à effet de serre (GES) sous forme de méthane et de protoxyde d'azote, et des charges en éléments fertilisants qui peuvent porter atteinte à la biodiversité des sols, des prairies et à la santé de l'aqua faune.

Dans les deux premières sessions de l'atelier, nous allons discuter des implications des différents systèmes d'élevage. Par exemple, une des questions à aborder concerne la modalité d'usages des terres. L'usage des terres partagées (land sharing) privilégie l'utilisation multifonctionnelle des ressources naturelles que l'on retrouve largement dans les systèmes herbagers et pastoraux. Cependant, dans certaines régions où se sont installés des systèmes d'élevage plus intensifs, l'usage séparé des espaces (land sparing) s'est progressivement imposé. Une autre question est celle des effluents d'élevage qui peut être différente selon les systèmes, avec des conséquences sur les ressources naturelles (air, eau, sol, biodiversité).

Dans la seconde partie de l'atelier, l'entrée plus spécifique est celle des qualifications territoriales qui, par leur mécanisme de labellisation, considère d'emblée les systèmes d'élevage de la fourche à la fourchette, et donc aussi le consommateur. Les qualifications territoriales sont des processus de co-construction sociale et des outils qui établissent des règles entre les milieux, les pratiques, et les produits qui peuvent révéler le potentiel agroécologique des systèmes d'élevage. Les outils de la qualification territoriale recouvrent les certifications de produits en Indications géographiques (AOP, IGP), mais aussi les reconnaissances UNESCO en tant que Patrimoine Mondial, les Systèmes Ingénieurs du Patrimoine Agricole Mondial (SIPAM), mais une aussi une gamme étendue de marques territoriales, systèmes participatifs de garantie et les labels de qualité à dimension territoriale. Une des questions majeures est le rôle de ces outils par rapport à la mise en œuvre des éléments de l'agroécologie de différents systèmes d'élevage dans les territoires.

STRUCTURE ET METHODES

L'atelier va explorer les constats faits par les praticiens, les collectivités territoriales, les États et les agences des Nations-Unies, mais aussi par les chercheurs sur les thèmes suivants :

Session 1 & 2 - Quels sont les potentiels agroécologiques des systèmes d'élevage dans un contexte de pressions démographiques, économiques, sociales et environnementales ?

Modération : F. Pythoud (expert, Suisse), A. Mottet (FAO), A. Ickowicz (FAO), et F.Schneider (expert, Suisse)

Quelle est la situation des éleveurs des zones herbagères et pastorales dans le contexte de dynamiques démographiques, économiques, sociales et environnementales impactantes ? Quelles sont les voies d'une transition des élevages vers une durabilité forte ? Quels liens entre le potentiel agroécologique des systèmes herbagers et pastoraux et les chemins vers la durabilité ?

Session 3 & 4 - Quels sont les rôles des qualifications territorialisées dans le cadre de la transition agroécologique des systèmes d'élevage et de leurs territoires ?

Modération : D. Lucantoni (FAO), D. Barjolle (University of Lausanne, Suisse), P. Jeanneaux (Vet AgroSup, France), et M. Champredonde (INTA, Argentine)

Quelles sont les interactions vertueuses mais aussi les défis posés par la qualification des produits et des territoires par rapport aux enjeux globaux (démographie, changement climatique, autres) ? En quoi la qualification peut soutenir une transition agroécologique ? Quel rôle du potentiel agroécologique dans la valorisation des qualifications des produits et territoires ? Quelles sont les leçons que l'on peut tirer de comparaisons entre différents types de systèmes d'élevage ?

EN RESUMÉ

ORGANISATEURS

- Origin for Sustainability: www.origin-for-sustainability.org
- MountMed Institute : <https://mountmedinstitute.com/>

COMITÉ SCIENTIFIQUE PERMANENT

Theodosia Anthopoulou (Université Panteion), Dominique Barjolle (Université de Lausanne), Claire Bernard-Mongin (CIRAD), Olivier Beucherie (Olivier Beucherie Conseil), François Casabianca (INRAE), Claire Cerdan (CIRAD), Marcelo Champredonde (INTA, Argentine), Dimitris Goussios (Université de Thessalie), Jean-Louis Le Guerroué (Université de Brasilia), Cassiano Luminati (Polo Poschiavo), Philippe Mongondry (École supérieure d'Agricultures d'Angers, Master Food IDentity), Luca Piccin (CIRAD), François Pythoud (expert, Suisse), Florence Tartanac (FAO)

APPUI SCIENTIFIQUE DES ATELIERS 2023

G. Calvo (Diversity and Development), T. Dax (BAB Autriche), M. Duru (expert, France), D. Gaki (University of Thessaly), A. Ickowicz (FAO), P. Jeanneaux (VetAgroSup), P-A. Landel (Université Grenoble-Alpes), Sylvie Lardon (INRAE), A. Mazé (INRAE), A. Mottet (FAO), F. Lerin (AIDA), L. Rieutort (University of Clermont-Auvergne), E. Schmitt (ZHAW), F. Schneider (expert, Suisse), F. Wallet (INRAE Toulouse)

COMITÉ D'ORGANISATION

Dominique Barjolle, Dimitris Goussios, Marco Trentin, Isabella Maglietti Smith